

ENTRE FAIRE SAVOIR ET SAVOIR-FAIRE

Dans les pays sous-développés, ce qui caractérise les responsables, c'est la satisfaction ostentatoire affichée quand ils présentent leurs bilans d'activités aux citoyens : aucune lacune n'est mentionnée, aucune insuffisance n'est reconnue. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes !

Or, le citoyen, ne se nourrissant pas de chiffres, est loin d'être aussi satisfait que le responsable en question parce que c'est lui qui est confronté dans la vie de tous les jours aux mille et une épreuves imméritées.

Faut-il donc penser que le dirigeant a menti en exposant son bilan ? Non, loin s'en faut ! Les chiffres avancés sont exacts. Il a simplement omis de dire aux contribuables trois choses :

- 1- Combien a-t-il dépensé pour réaliser le programme en question.
- 2- Combien de temps a-t-il mis pour achever cette œuvre.
- 3- Et surtout combien de projets n'a-t-il pas réalisés et pour lesquels l'Etat l'avait chargé de mener à bien.

Impérite dites-vous ? En effet, ce qui caractérise les pays sous-développés, c'est la présence de cette grossière et mortelle impérite dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Sinon, comment expliquer que depuis belle lurette, la logique, le bon sens, la rationalité sont remisés aux vestiaires ?

Ceci expliquant cela, il faut reconnaître que l'échelle des valeurs dans les pays sous-développés réside seulement dans la différence entre les bons médiocres et les mauvais médiocres.

C'est ainsi qu'on peut y trouver des mauvais mais bons ; des mauvais mauvais ; des bons mais mauvais ; des bons bons...

Mais dans tous les cas de figure, même avec les «bons bons», la pilule est toujours amère et difficile à avaler !

Le MJS à la croisée des chemins

Voilà deux années et quelques mois que Djar est à la tête du secteur de la jeunesse et des sports, l'a-t-il pour autant promu, comme il était attendu, sommes-nous curieux de nous interroger ?

Son prédécesseur, Yahia Guidoum, a laissé une bonne impression au sein de l'opinion publique, du fait de la vitalité qu'il a réussi à impulser au secteur, mais aussi grâce aux actions qu'il a menées : entre autres, le combat qu'il a déclaré aux barrons du foot et qu'il n'a pas pu mener à terme, à cause de nombreuses interférences. Djar est tout à fait à l'opposé.

Mis à part les sorties routinières, pour visites d'inspections, qu'il a effectuées jusque-là, aucune action concrète, en revanche, ne peut être comptabilisée à son actif et en faveur du secteur. Sa discrétion, mais aussi ses hésitations le placent dans une inconfortable situation.

A commencer par la loi 4-10, relative à l'éducation physique et aux sports, dont une partie des textes d'application demeure en souffrance, rendant un nombre important de structures et d'organes sportifs illégaux. Une situation inédite qui ne semble pas inquiéter outre mesure le MJS.

L'organisation du renouvellement

des instances et structures sportives (clubs, ligues, fédérations et Comité olympique) a accusé du retard, du fait de l'intervention traînarde du MJS.

D'ailleurs, les clubs et les ligues avaient entamé ledit processus sans directives aucune de la part du département de Djar. Dans chaque wilaya, l'interprétation des textes en vigueur était telle que chacun allait à sa guise, sous les yeux impuissants, dans certains cas, et dans d'autres cas complices des DJS.

De ces cas, de lourdes conséquences ont apparus présentement et qui polluent la vie des clubs. N'a-t-on pas vu des clubs à deux directions se réclamant toutes d'une légitimité sans faille ? Tous les présidents de club et ceux des ligues jouissent-ils des justificatifs scolaires, tel qu'exigé par les dispositions réglementaires les concernant ? Ou encore, tous les dirigeants sportifs, élus pour le mandat 2008-2012, ne cumulent-ils pas comme l'a interdit le décret de non cumul ?

Nonobstant toutes ces tracasseries, le MJS a montré une fébrilité dans la gestion du dossier du COA. A ce jour, bien que son mandat ait largement été consommé, ce dernier ne s'est pas renouvelé.

Le cas des fédérations de cyclisme et celui d'escrime restent

suspendus. Concernant la fédération d'escrime et la manière dont se sont déroulées les élections, c'est le MJS qui doit en assumer les effets.

De bourde en bourde, Djar a passé deux années à la tête du secteur en essayant de faire passer un organigramme, lequel organigramme, dont la promulgation est intervenue récemment, a institué une pléthore de directions et de sous-directions dont les missions se ressemblent, créant un chevauchement inévitable.

D'ailleurs, cet organigramme est qualifié de populiste aux fins de hisser certains flatteurs aux fonctions supérieures. Dans les couloirs de son département ministériel, une grande partie de ses cadres lui reprochent le fait qu'il ait annulé les conseils de coordination traditionnels.

«Depuis sa venue, nous nous ne réunissons pas en conseil de coordination pour prendre les décisions dans la collégialité», est-il dit. Il est de même pour ce qui est du volet de la jeunesse. Là ne s'arrête pas le réquisitoire.

Les travailleurs appartenant aux corps de l'administration chargée de la jeunesse et des sports attendent toujours la promulgation de leur statut particulier. Un statut que l'administration, avec la complicité passive d'un syndicat

(UGTA) ne représentant rien, a confectionné et négociée avec la Fonction publique et le SGG. Le tout loin des travailleurs et sans aucune consultation préalable.

A tout cela, il est significatif de recenser le nombre de DJS nommés jusque-là, mais intérimaires. A un intérimaire, l'on peut tout demander, n'est-ce pas ?

De retour des Jeux méditerranéens de Pescara, bien que les pronostics émis auparavant n'aient pas été atteints, le MJS, contre toute attente, a félicité les fédérations pour les résultats réalisés ! Un fait nouveau ! Savait-il au moins que lors de l'édition précédente, la récolte algérienne en termes de médailles a été de 29 dont 9 en or.

Or en 2009, elle a été de 17 médailles dont seulement deux en or. Inutile de rappeler qu'en 2001, les médailles algériennes étaient de 32 dont 10 en or. Le recul est net, sauf pour le MJS version Djar.

A moins que l'échec ait changé de sens. Et la réussite aussi. Le secteur de la jeunesse et des sports a besoin d'une politique faisant de lui un ministère de souveraineté, car la jeunesse est présente partout (presque dans tous les secteurs gouvernementaux). Des politiques, il n'en a pas besoin. C'est là une évidence que beaucoup refusent d'admettre.

Un citoyen

LE BILLET DE M. BENREBIAI République ou monarchie ?

Ali Bongo, élu président du Gabon, succède à son père resté 41 ans au pouvoir.

La «tradition» africaine se perpétue après les Togolais Gnassingbé et la saga des Kabila du Congo, en attendant les fils Wade, Moubarak, Khadafi, etc.

La démocratie et le vote sont devenus, au sens africain, slogans et mensonges car la fonction de chef d'Etat est de plus en plus un patrimoine familial.

M. B.

LES AMIS DU SOIR D'ALGÉRIE

Chaque fois que je lis votre journal, je m'énervais quand j'arrive à la rubrique «Femmes magazine» ; pourquoi ne l'appellez-vous pas par exemple «Cuisine» tout simplement, puisque c'est de ce contenu qu'il s'agit, et s'y reconnaîtront celles et ceux qui le veulent.

C'est comme si les autres rubriques d'analyse ne concernaient pas les femmes et ça ne fait que continuer à perpétuer un «ordre» des choses bien inégalitaire et conservateur.

Ou c'est comme si vous nommiez la rubrique Sports par «hommes» parce qu'ils sont majoritaires à s'y intéresser (l'inverse de la cuisine) On voit bien que ça n'irait pas.

Certes vous n'êtes pas le seul journal dans ce cas mais là c'est vous que je lisais, et il me semblait que vous étiez un journal qui pourrait vouloir changer sur ce point.

Avec mes remerciements pour m'avoir lue. Avec toutes mes salutations.

Béatrice Borghino

Vous voulez apporter une critique, une suggestion, etc. Ecrivez à : amisdusoir2009@yahoo.fr

HUMEUR Plaidoyer pour les pharmaciens sans «ktef»

C'est parce qu'un pillard zélé et envieux a eu la malveillante présence d'esprit de rappeler à Al-Moutanabbi sa devise — «Les coursiers et la nuit, et les déserts semés d'embûches me connaissent, la guerre et les coups, le papier, la plume...» — que ce grand poète et philosophe, qui fut partout écoeuré par un climat d'intrigues et de perfidies qui répugnaient à sa nature, en est mort.

Le Soir d'Algérie a juré de s'opposer aux classes privilégiées et aux exploiters du peuple, de ne relâcher jamais sa sympathie envers les pauvres et qu'il demeurera toujours dévoué au bien public... C'est en ce sens que nous faisons appel à ses services ; quant à ce combat de David contre Goliath, les jeunes pharmaciens fraîchement sortis de l'Université, tout fiers de leurs diplômes payés en larmes de privation et de sang et par mille et une nuits blanches, depuis ce bac que l'on devait décrocher avec mention plus qu'honorable jusqu'à ce cursus universitaire des plus éprouvants. Mettre en paravent un ministre ou sa nièce, c'est de la poudre aux yeux et une diversion de mauvais goût, c'est même de l'humour noir. Si vraiment le ministre de la Santé viendrait à

prendre la défense des damnés de la science, tous les déshérités hurleraient : wa Barakatah. Là la partie est perdue ou gagnée d'avance cela dépend seulement sous quel angle on regarde le non-événement.

Celles et ceux qu'on enverra au diable Vauvert se faire voir sont ceux-là mêmes qui tout le long de leur longue et pénible scolarité (véritable parcours du combattant) sont venus de Boufreiss, de Thimechtaouine, d'Ichemoul... par bus, par stop... qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige, rien ne les arrêterait... Le pot de terre c'est eux, le pot de fer, je vous laisse le deviner.

L'éthique et la déontologie n'ont jamais été synonymes d'avis favorables pour installation ou le contraire. Dans presque la quasi-totalité des pharmacies, les antibiotiques se vendent sans prescription médicale, le pharmacien est rarement présent, et les conseils qu'il est censé nous prodiguer sont dispensés le plus souvent par des vendeurs n'ayant aucune qualification en ce domaine.

Personnellement, je ne vois pas en quoi une officine de plus ou même plusieurs peuvent-elles nuire au bien-être de la cité, à l'instar des

cabinets médicaux, dentaires, cliniques chirurgicales ou salles de soins.

La concurrence étant le régulateur par excellence de tout marché, et le seul acteur déterminant la qualité de la prestation de service, aussi spécifique soit la fonction.

A la limite, on peut fixer le nombre d'habitants par officine, la distance qui doit forcément séparer une pharmacie d'une autre, procéder à des enquêtes commodes et incommodes mais nul n'a le droit de «bannir» ou «d'exiler» un confrère sous aucun prétexte, et ce quels que soient les pouvoirs dont ils est investi, surtout quand on se dit intello.

Partout où il est question d'intérêts et de gros sous, les choses se corsent et sortent de l'ordinaire, Brutus n'a-t-il pas participé à la conspiration qui a emporté son «propre père ?» qui s'est écrié : «Pas toi Brutus, ou toi aussi Brutus !» Nostalgie pour nostalgie, vivement les temps de «Hé, Mamia, Tahia, Thoura Eziraia» où l'on nous fourguait un kilogramme de café avec une pioche (vente concomitante) et où l'on s'évertuait à écouler des cannes à pêche à Tindouf, système des quotas types oblige.

Farid Boutrid